

Résumé de la thèse de Laurent Godmer

Titre: *Les mutations du capital représentatif. La sélection des représentants régionaux*, 880 p.

Jury : Jean-Claude Colliard (Paris-I), dir., Bastien François (Paris-I), pdt, Pascale Laborier (Amiens), Olivier Nay (La Rochelle), rapporteurs, Heinrich Best (Iéna), Philippe Garraud (CNRS/Rennes)

Lieu : Université de Paris-I, soutenue le 21 décembre 2002.

Cette thèse analyse, par le biais d'un travail de recherche sociographique poussé et d'entretiens dans une dizaine d'assemblées, les trajectoires des membres des assemblées régionales allemandes, britanniques, espagnoles et françaises. Bien que plus « proches » et désignés par des systèmes de RP, ces élus ne constituent pas une catégorie morphologiquement très différente des autres. En effet, tout se passe comme si leur sélection était essentiellement axée, quel que soit le contexte géographique et les modes de « production » de ces élus (intra- et extra-partisans), sur la domination d'agents détenteurs de certains titres culturels et biens socioprofessionnels, ainsi que de capitaux partisans et territoriaux légitimes. Cette séparativité, classiquement observée dans les études sur les caractéristiques trajectorielles du personnel politique, masque cependant des changements tangibles.

D'une part, un certain nombre de groupes, liés aux viviers traditionnels du recrutement parlementaire, semblent continuer à voir leur place limitée dans des processus de sélection de plus en plus professionnalisés, spécialisés et compétitifs, qui favorisent, par la machine représentative qu'ils contribuent à faire exister, à complexifier et légitimer, ceux qui peuvent mobiliser et convertir ces ressources territoriales et partisans autant qu'intellectuelles.

D'autre part, et surtout, une transformation fondamentale semble avoir lieu : la valorisation d'un « capital représentatif » (i.e. un ensemble de ressources sociales, culturelles, et « physiologiques ») transformé, conduisant à la réussite relative d'agents au portefeuille de ressources davantage diversifié et donc à l'intégration de représentants aux caractéristiques jadis construites comme négatives et qui tendent désormais à être converties en ressources (e.g. l'appartenance aux catégories construites sur les différences de genre, de génération ou d'origine ethno-culturelle). Certains sous-groupes politiques ont néanmoins pu « résister » et conserver des filières traditionnelles de recrutement (i.e. des contre-mécanismes favorisant des dominés sociaux ou au contraire des notables). Cette évolution difficile à déconstruire est en partie liée à l'endogénéisation par les entreprises politiques de contraintes médiatiques, sociales et étatiques et à une « politique de la présence » (A. Phillips) des minorités, traduisant une logique mimétique plus ou moins déniée ou revendiquée et plus ou moins objectivée.

Si les règles de la sélection n'ont pas connu une redéfinition absolue (les concepts d'autopoïèse et d'homéostasie permettant de bien appréhender leur évolution concrète au plan régional), elles s'acheminent ainsi vers une hétéronomie paradoxale qui modifie à la marge les jeux partisans et

(s)électifs. Dans ce contexte de dominance « restructurée » et de parochialisation, la représentation régionale s'avère encore séparative quoique plus « ressemblante », en ce qu'elle est donc davantage fondée sur la marginalisation sophistiquée, adoucie et peu contestée de ceux qui ne correspondent pas à un profil socio-culturel dominant, d'autant plus légitimé qu'il s'accompagne de mutations physiologiques valorisantes.